

Oléochimie

L'Iterg inaugure sa plateforme Cedop

L'Iterg, Centre technique industriel des professions de corps gras (producteurs, transformateurs et conditionneurs d'huiles et matières grasses d'origines végétale et animale) a inauguré début 2013 sa plateforme Cedop. Sous cet acronyme se cache le Centre européen de développement des oléoproduits, lancé en 2009.

En phase avec les enjeux de l'axe Chimie Verte de l'Institut Carnot LISA dont il est membre fondateur, l'Iterg propose à travers la plateforme Cedop, au sein d'une même entité, une expertise, du laboratoire à l'échelle semi-industrielle, à l'ensemble des industriels producteurs, transformateurs, formateurs et distributeurs.

En pratique, la plateforme Cedop de l'Iterg réunit, sur un même site, tous les équipements permettant de raffiner une huile brute pour ensuite transformer celle-ci par des procédés d'oléochimie. Toutes ces transformations peuvent être réalisées sur différentes quantités allant de l'échelle laboratoire (< 1 kg) en passant par le pilote (de 2 à 100 kg) jusqu'à l'échelle de la tonne. La plateforme Cedop compte 200 m² d'ateliers pilotes (réacteurs 10 L à 100 L), 300 m² de hall de production (réacteurs semi-industriels 300 L à 1500 L), 300 m² de laboratoires (150 m² de laboratoires d'analyse + 150 m² de laboratoires de synthèses et formulations), 200 m² de bureaux, salle de réunions et réceptions, 700 m² de locaux annexes (stockage, vestiaires, locaux techniques...), un réacteur basse pression 1500 et un hydrogénateur 300 L. Les équipements pilotes sont constitués de réacteurs de capacité 100, 30, 20, 10 et 2 L.

Côté finances, la plateforme Cedop représente un investissement de 8,8 M€, réalisé grâce à différents soutiens (Conseil Régional d'Aquitaine, Feder, FNADT, Onidol) et à un cofinancement par l'Union européenne.

Biocarburants

La proposition de la Commission européenne est inacceptable

La Commission européenne a proposé en octobre dernier de réviser les directives de 2009 portant sur les énergies renouvelables et sur la qualité des carburants, en intégrant le facteur de « changement d'affectation des sols indirect » (CASI ou ILUC en version anglaise). Cette proposition fait l'objet d'un processus de co-décision avec le Conseil et le Parlement. « *Trois ans seulement après la décision sur la politique de*

l'énergie, la proposition de la Commission représente un virage à 180 ° sur le développement de l'utilisation des biocarburants dans l'UE, alors que les États membres peinent encore à transposer les deux directives concernées, pour appliquer leur première mouture », s'inquiète l'association française IPTA (Industries de première transformation de l'agriculture) qui regroupe quatre associations (ANMF, FNCG, SNFS et USIPA) représentant respectivement la meunerie française, les industries des corps gras, le sucre, les produits amyliques et leurs dérivés. « Ce revirement aurait un impact certain sur le secteur des énergies renouvelables en Europe et sur la possibilité d'atteindre les objectifs fixés pour 2020. La proposition de la Commission ignore totalement les investissements réalisés par les industries des biocarburants, dans la perspective de la croissance de ce marché, et donne un signal contre-productif pour convaincre les investisseurs de développer les biocarburants de vraies deuxième ou troisième générations en Europe. »

Blog

Du nouveau sur le web et les publications des huiles végétales

La FNCG, Fédération nationale des corps gras, a lancé un blog intitulé Oleoblog, le blog des huiles végétales!, qui permet de suivre l'actualité des huiles végétales pour mieux susciter les débats. Évolution des comportements alimentaires, études scientifiques et rapports sur les huiles, événements dans le monde des huiles : Oleoblog fait le point sur les huiles et attend les réactions de ses lecteurs à l'adresse <http://oleoblog.net>

Parallèlement, l'Iterg, Centre technique industriel des professions de corps gras, lance son nouveau site internet. Dans cette mouture revue et corrigée, l'interface a été refondue pour offrir un accès plus aisé et plus d'interactivité. Rendez-vous sur <http://Iterg.com/> pour découvrir les nouvelles fonctionnalités du site.

Stratégie

Accord entre Sofiprotéol et le ministère de l'Agriculture et de la Pêche du Maroc

Sofiprotéol, l'entreprise financière et industrielle de la filière des huiles et des protéines, a signé, le 4 avril 2013, avec

le ministère de l'Agriculture et de la Pêche du Maroc, un protocole d'accord qui définit le rôle de Sofiprotéol dans le développement de la filière oléagineuse marocaine. Cet accord s'inscrit dans le cadre du Plan Maroc Vert de développement de l'agriculture marocaine impulsé par le roi Mohammed VI. Sofiprotéol a l'ambition de soutenir l'augmentation des surfaces et des rendements de colza et de tournesol dans le pays, afin d'accroître la production locale d'huile en substitution à l'huile de soja importée. L'engagement de Sofiprotéol au Maroc s'inscrit dans le cadre de son plan stratégique CAP 2018, qui vise à poursuivre l'internationalisation du groupe en s'appuyant sur des filières agricoles et agro-industrielles locales.

Sofiprotéol a pris le contrôle, en février 2012, de Lesieur Cristal dont il détient 41 %, via le holding Oleosud. Cette opération fait suite à la cession de la participation de SNI et s'est accompagnée d'un renforcement de la part des institutionnels marocains.

Numéro un de l'huile alimentaire et du savon au Maroc, Lesieur Cristal, coté à la Bourse Casablanca, a publié le 1^{er} avril des résultats de qualité, avec un chiffre d'affaires de 4,1 milliards de dirhams marocains (DM) (370 M€), en hausse de 6 %, et un résultat net de 119 millions de DM (11 M€), en net redressement après une année 2011 atypique.

Lesieur Cristal a lancé, fin 2012, deux produits nouveaux, Al Horra huile d'olive et Taous savon liquide. Par ailleurs, dans le cadre du plan Maroc Vert, il joue un rôle d'« agrégateur » au sein de la filière de l'huile d'olive.

« Notre engagement au Maroc illustre notre stratégie de construction de filières agricoles et agro-industrielles dans le bassin méditerranéen et en Afrique sub-saharienne. Nous participons ainsi au développement de l'agriculture locale afin de mieux répondre aux besoins alimentaires des pays du Sud » a souligné Jean-Philippe Puig, Directeur Général de Sofiprotéol.

Salons

François Hollande sur le stand Diester

Samedi 23 février, lors de la visite inaugurale du président de la République au Salon international de l'agriculture, Xavier Beulin président de Sofiprotéol, Gérard Tubéry président de la Fop, Jean Philippe Puig directeur Général de Sofiprotéol se sont longuement entretenus avec François Hollande des intérêts du diester pour la France. Le président a ainsi pu prendre connaissance des atouts sociétaux et environnementaux du biodiesel de colza et de tournesol mis en avant sur le stand Diester.

Un litre de Diester permet de réduire les rejets de CO₂ de 59 %. Chaque litre de Diester produit en outre 1,5 kg de tourteau. Ces tourteaux, extraits des fibres végétales contenues dans les graines de colza et de tournesol, constituent un apport en protéines essentiel pour l'alimentation animale. Ils représentent pour les éleveurs une alternative compétitive et traçable à l'importation de tourteaux de soja.

Xavier Beulin, Gérard Tubéry et Jean Philippe Puig ont également présenté les atouts de la filière pour l'emploi. En France, cette filière avec 100 000 producteurs de colza et de tournesol et 7 sites de transformation génèrent 12 000 emplois directs qui ne peuvent être délocalisés.

Sñal Exhibition : un « état de l'art » dans le domaine des valorisations non alimentaires des agro-ressources

Sñal Exhibition a proposé les 28 et 29 mai derniers de faire un « état de l'art » dans le domaine des valorisations non alimentaires des agro-ressources. Animées par des professionnels, experts ou chercheurs reconnus, les conférences ont balayé les thèmes d'actualité (méthodologies, nouveaux outils, réglementations, R&D, marchés, débouchés), pour informer et aider à anticiper les nouvelles tendances business. Carine Alfos, Directrice Innovation de l'Iterg a présenté le développement de nouveaux polymères biosourcés à travers un état des lieux et des perspectives. À titre d'illustration, le projet NA-PAPI (nouveaux agro-polymères pour adhésifs aux propriétés innovantes), dans lequel l'Iterg, est partenaire a été présenté par Stéphane Fouquay de la société BOSTIK qui coordonne le projet.

Palme

Premier congrès africain de l'huile de palme à Abidjan : un relai médiatique faible

L'huile de palme est un sujet qui, d'une manière générale, et notamment depuis l'affaire de l'amendement « Nutella », fait couler beaucoup d'encre dans la presse. Il est donc étonnant que le 1^{er} Congrès africain de l'huile de palme, organisé à Abidjan (Côte d'Ivoire) du 10 au 13 juin 2013, n'ait guère retenu l'attention des journalistes. Seul, à notre connaissance, l'hebdomadaire Jeune Afrique a dépêché un envoyé spécial à Abidjan. Julien Cléménçon retient de l'événement qu'« experts et industriels s'y sont relayés pour redorer l'image du palmier ». Dans son article publié dans l'hebdomadaire daté des 16-22 juin 2013, intitulé « Agroalimentaire - Une bien huilée », le journaliste estime que l'affaire de l'amendement « Nutella », fin 2012, a provoqué un véritable électrochoc chez les industriels ivoiriens de la filière huile de palme. Il cite ainsi Abdoulaye Berte, secrétaire exécutif de l'Association interprofessionnelle de la filière palmier à huile : « *Le risque, c'est que cette mauvaise image [méfaits supposés de l'huile de palme sur la santé et accusation de déforestation] détourne les bailleurs et les communautés villageoises, dont nous avons besoin pour nous développer.* » Les propos de Bertrand Vignes, directeur général du groupe Sifca et instigateur du 1^{er} Congrès d'Abidjan, sont également rapportés : « *Nous n'avons peut-être pas assez communiqué. Il était temps que nous transmettions d'autres messages.* »

L'envoyé spécial de Jeune Afrique rapporte qu'à Abidjan, experts et industriels ont contesté tout lien entre culture de l'huile de palme et dégradation de l'environnement, mettant par contre en avant :

- le rendement de l'huile de palme, bien supérieur à celui du soja ou du colza ;
- la haute teneur en vitamines de ses fruits ;
- et son intérêt économique pour les populations.

En conclusion, l'article de Julien Cléménçon précise qu'à court terme, l'horizon est cependant dégagé pour la filière, dont les débouchés en Afrique de l'Ouest ne semblent pas près

de s'amenuiser : les besoins en huile de palme croissent de 3 % à 4 % par an , alors que le déficit annuel atteint déjà 800 000 tonnes.

Prochain épisode de la contre-attaque : la création, en décembre prochain, à Yamoussoukro, d'une Alliance des pays africains producteurs d'huile de palme.

Acquisitions foncières

Land Matrix en phase II

Le partenariat de la Land Matrix entame la deuxième phase de l'observatoire mondial sur les acquisitions foncières à grande échelle. Cet outil favorise la transparence et encourage les concepts de données ouvertes et de communautés open source axés sur les transactions foncières. Cet ensemble de données entièrement mises à jour permet le suivi des transactions foncières à grande échelle, depuis la négociation jusqu'à la mise en œuvre.

La version beta de la Land Matrix a suscité, depuis son lancement en avril 2012, de nombreuses réactions, dont la plupart sont positives, malgré quelques inquiétudes et controverses. Elles permettent de tirer des enseignements précieux sur les difficultés et accomplissements de la promotion des données ouvertes relatives à des pratiques qui sont souvent passées sous silence.

Ces enseignements ont permis d'apporter des améliorations à la Matrice et à sa base de données. Elle différencie désormais les transactions prévues, les transactions conclues et les transactions qui ont échoué. En outre, la plateforme indique l'état de mise en œuvre de chaque transaction, y compris lorsqu'un projet entre dans sa phase opérationnelle et commence à rapporter. Enfin, les informations sont directement liées à leur source, ce qui permet de filtrer les transactions par source et donne la possibilité aux utilisateurs de juger par eux-mêmes de leur pertinence.

Déchets et écologie industrielle

Rencontres éco-technologiques Pexe-Carnot

L'Association Pexe (Association pour la promotion et le développement international des éco-entreprises de France) et l'Association des instituts Carnot organisaient le 5 juin à Lille les rencontres éco-technologiques avec le soutien du ministère du Redressement productif et du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie.

Cette journée a été consacrée au traitement des déchets (recyclage et valorisation des déchets industriels) ainsi qu'à l'écologie industrielle (méthodes, éco-conception, ACV). Fabrice Bosque, Responsable Environnement et Éco-industries à l'Iterg, membre de l'IC LISA, y fera deux présentations :

- valorisation matières des coproduits de l'industrie agro-alimentaire : valorisation de la biomasse pour une économie circulaire ;
- analyse du cycle de vie de l'industrie agro-alimentaire : évaluation environnementale des procédés pour une démarche d'éco-conception.

Politique agricole

Les producteurs d'oléoprotéagineux l'affirment : l'important, c'est le projet !

Réuni les 11 et 12 juin en session décentralisée, le Conseil d'administration de la FOP, Fédération française des producteurs d'oléagineux (colza, tournesol, soja) et de protéagineux (pois, féveroles, légumes secs), a pris connaissance de l'état d'avancement des discussions européennes sur les projets de règlements relatifs à la mise en place de la prochaine politique agricole commune.

Conscient que l'issue de ces négociations se traduira par une subsidiarité renforcée qui sonnera le glas d'une véritable politique agricole européenne commune, il tient à réaffirmer quelques-uns des fondamentaux auxquels sont attachés les producteurs d'oléagineux et de protéagineux.

Le Conseil d'administration de la FOP se déclare ainsi totalement opposé à la surprime des 50 premiers hectares et à une convergence interne trop rapide. Il plaide par ailleurs pour la mise en place d'un véritable plan protéines, ce qui implique des mesures fortes et complémentaires en faveur des protéagineux et, plus généralement, des légumineuses. Il demande notamment que ces cultures puissent bénéficier d'une aide couplée et être cultivées sur les surfaces d'intérêt écologique. Il propose aussi un cadre national à un dispositif agro-environnemental capable de s'adapter aux spécificités régionales. Il étudie enfin la possibilité d'inscrire des mécanismes assurantiels innovants comme l'assurance marge semi brute dans le dispositif relatif aux mécanismes de gestion de risques. Enfin le Conseil d'administration de la FOP juge indispensable que le rôle des interprofessions soit pleinement reconnu et qu'elles puissent disposer de vrais moyens pour accomplir leur mission au service de l'organisation économique des producteurs. C'est en leur sein que doivent pouvoir, par exemple, se mettre en place des accords interprofessionnels, dans un cadre sécurisé, ouvrant la voie à la contractualisation entre ses membres et entre les filières animales et végétales.

À l'issue de ce Conseil d'administration, son Président Gérard Tubéry a déclaré : « *Aujourd'hui, les producteurs savent combien les débouchés sont nombreux et les marchés porteurs. Ils attendent de leurs organisations professionnelles - qu'elles soient syndicales, économiques ou autre - une vision globale d'un projet agricole et agro-industriel qui leur permettent de valoriser leurs productions tout en captant la valeur ajoutée. Le débat doit donc d'abord être celui du projet puis celui des moyens. Dans ce cadre, la PAC n'est pas une finalité en soi mais bien un moyen au service d'une ambition collective et partagée.* »

Énergies décarbonnées

La SAS Pivert signe avec le Commissariat Général à l'Investissement

La SAS Pivert a signé, le 6 juin, en la personne de son président Jean-François Rous, une convention de financement

de lancement avec Louis Gallois, Commissaire Général à l'Investissement et Pascale Briand directrice de l'Agence Nationale de la Recherche. L'institut P.I.V.E.R.T. (Picardie Innovation Végétales Enseignements et Recherches Technologiques) fait partie des dix instituts d'excellence sur les énergies décarbonées chargés de couvrir les priorités stratégiques et industrielles françaises dans le domaine des énergies décarbonées dans le cadre du programme Investissements d'avenir.

P.I.V.E.R.T., financé par le CGI à hauteur de 64,25 millions d'euros dans le cadre des investissements d'avenir et soutenu par la région Picardie et l'agglomération de la région de Compiègne où il est installé est un centre de recherche, d'innovation, d'expérimentation et de formation dédié à la chimie renouvelable à base de biomasse oléagineuse : colza, tournesol, etc. Ses recherches poseront les bases de la bioraffinerie oléagineuse du futur dont les applications toucheront les domaines de l'alimentation, de la santé, des cosmétiques ou encore des matériaux.

P.I.V.E.R.T. accueillera 150 chercheurs sur une période de 10 ans et devrait entraîner la création de 5000 emplois. Sofiprotéol fait partie des principaux actionnaires de la SAS PIVERT aux côtés d'acteurs industriels comme Rhodia, Maguin, PCAS, SNC Lavallin, du Pôle IAR et d'acteurs du monde de la recherche : UTC, Université de Picardie-Jules Verne, Université de technologie de Troyes, CNRS.

Parutions

Le colza, ouvrage de référence

Éditions France Agricole, sous la direction du Cetiom, 2013, 528 p. Référence : 066, 65 €.

En une trentaine d'années, la culture du colza s'est progressivement imposée comme l'une des principales têtes de rotation. Elle atteint et dépasse régulièrement depuis plusieurs années la barre des 1,5 millions d'hectares cultivés, faisant de la France le premier pays producteur européen en termes de surface.

Ce premier ouvrage de référence synthétise les connaissances sur la plante, sa culture, sa transformation, et présente :

- un tableau d'ensemble, passé et actuel, de la culture et de ses débouchés aux échelles française, européenne et mondiale ;
- les aspects de son fonctionnement en interaction avec son environnement, les potentialités de l'espèce, l'historique et les enjeux de sa sélection ;
- les aspects liés à la conduite de sa culture dans la pratique, sa place dans la rotation, l'implantation, la fertilisation, la protection de la culture, la récolte, complétés d'éléments d'information sur des conduites spécifiques, dont la production de semences ou en système biologique ;
- quelques considérations relatives au concept de durabilité appliqué au colza, éléments déterminants pour cette culture et son principal débouché, le biodiesel, parfois sujet à polémique ;
- la qualité de la collecte française, la conservation des graines, leur transformation, les usages multiples en alimentation humaine et animale ou dans le domaine du non alimentaire, sans oublier quelques rappels sur les méthodes d'analyse à mettre en oeuvre.

Une nouvelle ruralité émergente – Regards croisés sur les transformations rurales africaines

B. Losch, G. Magrin, J. Imbernon (sous la dir. de) Ed. Cirad, 2013, 46 p.

Cet atlas constitue un outil inédit sous forme d'indicateurs, cartes et graphiques. Il révèle les dynamiques à l'œuvre au sein du monde rural africain et les recompositions territoriales du continent.

Il présente un état des lieux des recompositions rurales en Afrique, à la fois l'Afrique du nord et l'Afrique subsaharienne. Il croise des données de démographie, du peuplement, de l'urbanisation et de l'utilisation des ressources avec les dynamiques spatiales et économiques, à la fois à l'échelle continentale et au travers de quelques exemples régionaux. Outil à la fois original et inédit, il a pour objectif d'alimenter le débat sur les grands enjeux du développement régional et continental.

Publié conjointement par le Cirad et le Nepad (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, organe de l'Union africaine), avec le soutien financier de l'AFD, il s'inscrit dans le cadre du nouveau programme Rural Futures du Nepad. Celui-ci vise à renforcer les dynamiques territoriales et les changements structurels pour un développement durable du continent. L'atlas offre une situation de référence pour des travaux ultérieurs qui permettront d'affiner les analyses sur les plans régional et thématique et de repérer les principales évolutions. Il sera régulièrement augmenté et mis à jour.

L'atlas a été largement plébiscité par les participants du 1^{er} Forum africain pour le développement rural organisé début mai 2013 à Cotonou, au Bénin par le Nepad. Il a par la suite été présenté dans le cadre des cérémonies marquant le cinquantième anniversaire de l'Union Africaine puis remis à tous les chefs d'État africains lors du Sommet de l'Union Africaine à Addis Abeba.

L'huile de palme : aspects nutritionnels, sociaux et environnementaux

L'huile de palme est présente dans de nombreux produits alimentaires que nous consommons tous les jours : certains biscuits et pâtisseries, pâtes à tartiner, huiles de friture... Elle fait l'objet de controverses, est accusée d'être néfaste à la santé, de ne pas être étiquetée clairement sur les emballages des produits, d'être à l'origine de la déforestation de l'Indonésie et de porter atteinte à la biodiversité. Qu'en est-il réellement ?

Pour l'élaboration de cet état des lieux, le Fonds français pour l'alimentation et la santé a demandé en juin 2012 une contribution écrite initiale à des experts, demandé à un comité de lecture de haut niveau d'effectuer une analyse critique du document, et sollicité les différentes parties prenantes autour d'une séance de « regards croisés ». Cette procédure étroitement suivie par les différentes instances du Fonds permet de dresser un état des lieux des connaissances disponibles et de proposer un éclairage scientifique aussi objectif que possible

en s'assurant que les différents prismes d'examen du sujet ont été pris en considération et que les arguments développés ne souffrent pas d'insuffisance.

Le dossier a été rédigé de la façon suivante :

- Contribution écrite initiale : Jean-Michel Lecerf (service de Nutrition, Institut Pasteur de Lille); Odile Morin (Communication scientifique et technique, Iteg, Pessac); Alain Rival (Correspondant Filière palmier à huile, Cirad, Montpellier);
- Coordination scientifique : Pr. Bernard Guy Grand, membre du Conseil d'administration;
- Séance de « regards croisés » : 40 participants représentant les parties prenantes et la société civile;
- Supervision de la procédure : conseil scientifique.

Formations

« Connaissances et méthodes pour la protection intégrée des systèmes de grandes cultures »

Les objectifs du Grenelle et d'Écophyto en matière de réduction des intrants chimiques sont très ambitieux. La mise en place d'une agriculture durable et respectueuse de l'environnement passe par la mise en œuvre de ce qu'il est convenu d'appeler la protection intégrée. Celle-ci se met en œuvre en élargissant les échelles de travail dans le temps et dans l'espace. Elle doit mobiliser des outils, des méthodes et des connaissances nouvelles issues de différentes disciplines. L'objectif du stage est de donner les bases méthodologiques et cognitives pour aider les stagiaires (responsables de services techniques, chefs de marché, techniciens du développement, de la distribution et de l'agrofourmiture, enseignant) à concevoir des itinéraires techniques et des systèmes de cultures réduisant l'utilisation des produits phytosanitaires.

À l'issue de la formation, les participants :

- auront acquis une méthode pour aborder la conception d'ITK innovants;
- auront acquis des connaissances dans les disciplines connexes : agronomie, pathologie, entomologie, génétique, etc.;
- seront informés sur les utilisations possibles de certains outils d'aide à la conception ou à l'évaluation.

Informations pratiques :

Durée : 1 jour;
 Date : Novembre 2013. Inscription avant fin août 2013;
 Lieu : Grignon (78);
 Coût : 282.80 € HT déjeuner compris;
 Intervenant : Xavier Pinochet - Cetiom;
 Contact : Marlène Méance, Tél : 01 30 79 95 40,
 Fax : 01 30 79 95 90, e-mail : meance@cetiom.fr.

« Désherbage des oléagineux : méthodes alternatives de désherbage, méthodes agronomiques, désherbage mixte et mécanique »

Dans le cadre d'une politique de réduction des produits phytosanitaires sur les cultures, cette formation fournira aux

stagiaires (techniciens du développement et des organismes économiques, agriculteurs) des éléments pratiques pour réduire les niveaux d'herbicides utilisés sur les oléagineux. Les performances et l'utilisation pratique des outils mécaniques seront également présentées.

À l'issue de cette formation, les participants seront capables :

- d'adapter la lutte agronomique au type de flore observée;
- de choisir une méthode alternative selon les objectifs visés et le matériel disponible;
- de choisir un type d'outil de désherbage mécanique en fonction de ses atouts.

Informations pratiques :

Durée : 1 jour;
 Date et lieu : Cette formation est réalisée en intra-entreprise, avec adaptation du contenu aux besoins spécifiques de chaque client;
 Coût : sur devis;
 Intervenant : Jean-Louis Lucas - CETIOM;
 Contact : Marlène Méance;
 Tél : 01 30 79 95 40;
 Fax : 01 30 79 95 90;
 e-mail : meance@cetiom.fr.

Agenda

Séminaires d'automne de la SFEL et d'EFL

C'est le 25 novembre 2013, de 14 h à 16 h 30, à Paris 14^e (FIAP Jean MONNET, salle Oslo), que se tiendra le séminaire d'automne de la SFEL, Société française pour l'étude des lipides, sur le thème « Microorganismes & lipides : technologies, industrialisation & économie ». Différentes conférences sont prévues, dont une sur le thème « L'industrialisation, succès et contraintes : quelle position aujourd'hui ? Plus de renseignements sur le site de la SFEL, <http://www.sfel.asso.fr>

Quant à la European Federation of Lipids (EFL), elle organisera son 11^e congrès international sur le thème « Oils, Fats and Lipids – New Strategies for a High Quality Future », du 27 au 30 Octobre 2013, à Antalya, (Turquie). Le programme est disponible sur le site <http://www.eurofedlipid.org>

Journée GLN sur le thème « Vitamine D »

La prochaine Journée GLN (Groupe lipides et nutrition) se tiendra le mardi 5 novembre 2013, à l'Inra (Centre de Paris, 147 rue de l'Université, 75338 Paris Cedex 07) sur le thème : *La vitamine D, vitamine ou hormone ?*

Plus de renseignements auprès du Groupe lipides et nutrition, 66, rue La Boétie, 75008 Paris;
 Tel : 01 82 73 00 66;
 e-mail : gln@fncg.fr;
<http://lipides-et-nutrition.net/>